

Lignes directrices en matière de mesures limitant la liberté de mouvement au sens des art. 383 ss CC

Principe	L'institution dispose de lignes directrices en matière de mesures limitant la liberté de mouvement.
Contenu	Standards minimaux
Définition du processus de décision	<ul style="list-style-type: none"> Le processus de décision est consigné par écrit et les services internes et externes en charge des mesures limitant la liberté de mouvement sont nommément désignés. Le processus de décision tient compte des différences entre les mesures qui peuvent être planifiées (= dans le plan de traitement) et celles qui doivent être adoptées dans une situation d'urgence. Le processus de décision distingue entre personnes capables et personnes incapables de discernement.
Compétence décisionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices déterminent de manière obligatoire qui est compétent pour ordonner une mesure limitant la liberté de mouvement. Elles distinguent entre compétence ordinaire et compétence pour les situations d'urgence.
Critères de décision	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices comportent des critères permettant : <ul style="list-style-type: none"> d'examiner avec soin le caractère proportionné ou non de la mesure (qualité de vie, liberté et risques), de vérifier l'existence d'éventuels moyens d'action alternatifs, de rechercher l'accord de la personne concernée, en cas de difficultés de communication.
Modalités de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Des directives obligatoires régissent la mise en œuvre des mesures limitant la liberté de mouvement. Ces directives règlent aussi la question du désamorçage de situations problématiques, avant qu'une mesure soit ordonnée et après qu'elle l'a été.
Protocole	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices déterminent qui doit protocoler les mesures, où et comment.
Information	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices fixent les exigences en matière d'information fournie (qui, quand, quoi, comment) : <ol style="list-style-type: none"> à la personne concernée, au représentant légal ou à la personne habilitée à représenter la personne concernée et/ou, à la personne de confiance. L'information porte sur : <ul style="list-style-type: none"> la manière dont il sera procédé dans le cas concret, le contenu et les effets de la mesure, l'examen de mesures moins rigoureuses, les moyens de recours, le droit de consultation de la documentation.
Prévention	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices prévoient des mesures préventives ; celles-ci visent notamment : <ul style="list-style-type: none"> à sensibiliser les personnes concernées et le personnel, à assurer des échanges réguliers entre les membres du personnel, dont l'objet est d'analyser la manière dont les questions relatives aux mesures limitant la liberté de mouvement sont gérées.
Formation initiale et continue du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices indiquent de quelle manière le personnel est formé à la prise des décisions et à la mise en œuvre de mesures limitant la liberté de mouvement.

Information des pensionnaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les lignes directrices déterminent comment les pensionnaires sont informés, lors de leur admission, sur les mesures limitant leur liberté de mouvement et sur les droits qui sont les leurs. • Les lignes directrices indiquent comment l'établissement fait en sorte que les pensionnaires soient en mesure d'identifier les mesures limitant leur liberté de mouvement et de savoir quelles sont leurs possibilités d'action et leurs droits.
Contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Les lignes directrices déterminent de quelle manière, et par qui, une mesure limitant la liberté de mouvement est réexaminée, et qui peut demander un tel examen. • Pour les mesures durables, un tel réexamen a lieu tous les trois mois au minimum. • Chaque examen est consigné par écrit.
Réexamen des lignes directrices	<ul style="list-style-type: none"> • Le contenu des lignes directrices doit être conforme aux exigences légales. • Elles sont revues au minimum tous les deux ans et adaptées à l'évolution des choses. • Les lignes directrices s'expriment sur la définition des mesures limitant la liberté de mouvement, sur la manière de les éviter et sur leur mise en œuvre, ainsi que sur l'information et la réflexion menée à leur sujet. • Elles indiquent de quelle manière l'institution s'engage dans le contrôle qualité.